

Plus de 100 pays bannissent les bombes à sous-munitions



Les bombes à sous-munitions, dont on voit un exemple éloquent sur la photo, font des victimes surtout parmi les civils.

Photo: AP



[Laura-Julie Perreault](#)

La Presse

Depuis 1965, elles ont fait des ravages parmi les populations civiles du Liban, du Cambodge, du Vietnam et de l'Afghanistan, tuant ou amputant 100 000 personnes. Hier, en apposant leur signature au bas d'un nouveau traité international, une centaine de pays, dont le Canada, espèrent avoir signé l'arrêt de mort des bombes à sous-munitions.

Réunis à Oslo, les 107 pays qui ont pris part aux négociations entamées en février 2007, acceptent par leur ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions d'en prohiber l'utilisation, la fabrication, le transfert et l'entreposage.

Développées pendant la Deuxième Guerre mondiale, ces armes, qui renferment des dizaines voire des centaines de petites

bombes, font surtout des victimes parmi la population civile lors de conflits armés. Les petites bombes, dispersées sur un large territoire, n'explosent pas toujours lors de l'impact et se transforment en quelque sorte en mines antipersonnel qui peuvent exploser des années plus tard.

Le tiers des victimes sont des enfants

Selon l'organisation Handicap International, plus de 30% des victimes des armes à sous-munitions sont des enfants. Ces derniers croient souvent que les petites charges explosives sont des canettes ou des jouets.

Hôte de la réunion de ratification de l'accord, le gouvernement norvégien n'a pas manqué de saluer le caractère historique de l'événement. «C'est un jour historique alors que la majorité des États se sont engagés à bannir les armes à sous-munitions, établissant ainsi une nouvelle norme internationale qui aura un impact considérable sur la vie de milliers et de milliers de gens», a dit hier le ministre des Affaires étrangères du pays scandinave, Jonas Gahr Støre.

Leader dans les négociations ayant mené à l'accord, la Norvège a été le premier pays à ratifier la Convention hier. Le Cambodge et le Liban, deux pays lourdement affectés par les bombes à sous-munitions, ont suivi tout juste derrière. Un communiqué du bureau du ministre des Affaires étrangères a confirmé que le Canada a lui aussi procédé à la ratification par l'entremise de l'ambassadrice Jillian Stirk. D'ici deux jours, 100 pays, dont la Grande-Bretagne, la France et l'Afghanistan, auront emboîté le pas. Le traité entrera en vigueur après que 30 ratifications aient été envoyées à l'ONU.

De grands absents

Une coalition de 250 organisations - parmi lesquelles Handicap International et Human Rights Watch - aura mis deux ans à convaincre la communauté internationale de la nécessité de bannir l'utilisation des bombes à sous-munitions. Leur campagne a débuté après qu'Israël, pendant son invasion du sud du Liban en 2006, eut déversé des milliers de bombes à sous-munitions sur la région. Dans l'année qui a suivi le conflit, plus de 200 personnes ont perdu la vie après être tombées par inadvertance sur une charge non explosée.

Hier, l'absence d'Israël, des États-Unis, de la Chine et de la Russie - les quatre principaux utilisateurs des armes visées par le traité - n'est pas passé inaperçu. Ces derniers estiment que les armes à sous-munitions sont trop utiles lors de conflits

armés pour les mettre à l'index.

Les États-Unis refusent de signer la Convention, mais, selon les experts, en respectent pour le moment les termes.

Le premier ministre de la Norvège, Jens Stolterberg, croit que la ratification de la Convention soumet tous les États, même les non-signataires, à l'obligation morale de mettre au rancart les armes prohibées.

Les membres de la Coalition contre les armes à sous-munitions sont du même avis. Selon Richard Moyes, un porte-parole du collectif, la Convention ratifiée hier «est le plus grand traité humanitaire de la décennie» et le plus important depuis la convention contre les mines antipersonnel qui avait été élaborée au Canada en 1997.